

## RECOURS EN EXCES DE POUVOIR

POUR :

**MARINE LE PEN**

Et sa demande d'annulation de l'article 7 du Décret n°2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n°62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel. (PJ n°01)

CONTRE

**La décision explicite de rejet du Premier ministre exprimé dans sa lettre datée par erreur du 28 novembre 2010, en réalité datée du 28 novembre 2011, de la demande d'annulation, formulée par Mme Le Pen de l'article 7 du Décret n°2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n°62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.**

### **OBJET DU RECOURS**

Madame Marine LE PEN est candidate à l'élection présidentielle de 2012. Afin de matérialiser cette candidature, elle a fait déposer une association de financement intitulée «COMITE MARINE LE PEN 2012» et parue au JO le 7 mai 2011 sous le n°20110019. **(PJ n°1)**.

L'élection présidentielle est une élection organisée par la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962.

L'article 3-I de la loi du 6 novembre 1962, tel qu'il a été complété par la loi organique n° 76-528 du 18 juin 1976, prévoit que le nom et la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats inscrits sur la liste sont rendus publics par le Conseil constitutionnel, dans la limite du nombre requis pour la validité de la candidature. Le décret n° 76-738 du 4 août 1976 a précisé que cette publicité était assurée par la publication de la liste au Journal officiel.

En raison d'un nombre important de changements de circonstances et des conséquences graves constatées par cette publication, Marine LE PEN a demandé au Premier Ministre par un courrier du 21 novembre 2011 l'abrogation de l'article 7 du Décret n°2011-213 du 8 mars 2001 modifié. **(PJ n°2)**

Le Premier Ministre, par sa lettre datée par erreur du 28 novembre 2010, en réalité datée du 28 novembre 2011, a explicitement rejeté la demande présentée. **(PJ n°3)**

C'est la décision attaquée.

## **A INTRODUCTION :**

L'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 fixe le principe d'égalité des citoyens devant la Loi. Il est rédigé comme suit : « *La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.* »

La DDLC de 1789 fait partie de ce qui a été consacré par le conseil constitutionnel comme étant le « bloc de constitutionnalité » (cf : CC, 1971, Liberté d'association). Ce bloc inclut la Constitution de 1958, le préambule de 1946, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, la Charte de l'environnement (depuis le 1er mars 2005), les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, ainsi que les Objectifs de Valeur Constitutionnelle (cas de conflits de normes, donnent une assise constitutionnelle à une loi pour pouvoir la concilier avec une disposition constitutionnelle), et enfin les Principes Constitutionnels.

Lorsque fut instaurée l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel direct (référendum du 28 octobre 1962 et loi organique du 6 novembre 1962), la nécessité de prévenir les candidatures fantaisistes par un « filtrage » adéquat s'imposa naturellement.

En 1965, pour être admis au premier tour, un candidat devait être présenté par au moins 100 citoyens titulaires d'un mandat électif de la nature de ceux retenus pour les élections sénatoriales : les « grands électeurs ».

L'expérience des trois premières élections présidentielles au suffrage universel direct (1965, 1969 et 1974) fit cependant apparaître l'acuité des problèmes d'organisation posés par la multiplication des candidatures et conduisit le Conseil constitutionnel (déclaration du 24 mai 1974) à proposer un filtrage plus strict.

En 1974 le Conseil Constitutionnel observait que la présentation d'un candidat à l'élection du Président de la République était un acte politique grave et qu'il importait de l'entourer de toute la solennité nécessaire.

Mais les remarques du conseil constitutionnel si elles étaient justes dans le constat, ont mésestimé les conséquences de la publication à l'usage.

La réforme souhaitée fut réalisée par la loi organique n° 76-528 du 18 juin 1976.

La loi organique modifiant les deuxième et dernier alinéas du I ainsi que le II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, a été déclarée conforme à la Constitution par une décision n°76-65 DC du 14 juin 1976. **(PJ n°4)**

A partir de cette date, pour être candidat, il faut désormais avoir obtenu 500 signatures émanant d'au moins 30 « départements ou territoires d'outre-mer », sans que plus du dixième de ces 500 signatures (soit 50) proviennent d'un même département ou territoire. La liste des mandats électoraux habilitant à présenter une candidature et les règles de rattachement ou d'assimilation à un département sont fixées par le I de l'article 3 de la loi organique du 6 novembre 1962.

L'article 3-I de la loi du 6 novembre 1962, tel qu'il a été complété par la loi organique n° 76-528 du 18 juin 1976, prévoit que le nom et la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats inscrits sur la liste sont rendus publics par le Conseil constitutionnel, dans la limite du nombre requis pour la validité de la candidature. Le décret n° 76-738 du 4 août 1976 a précisé que cette publicité était assurée par la publication de la liste au Journal officiel.

Le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel dispose que : « Le nom et la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats inscrits sur la liste sont rendus publics par le Conseil constitutionnel huit jours au moins avant le premier tour de scrutin, dans la limite du nombre requis pour la validité de la candidature. ».

## **B LE FOND :**

### **I - La « publication » porte atteinte à des principes constitutionnels**

#### **a – les conditions qui prévalaient au moment de la loi organique de 1976 ont été substantiellement modifiées et la sérénité du contexte nécessaire au recueil des « présentations » bouleversée.**

Si comme le dit le Conseil Constitutionnel, « *la présentation d'un candidat à l'élection du Président de la République est un acte politique grave* », il convient de s'interroger sur cet alinéa qui a eu pour conséquence de transformer un simple acte administratif en un soutien politique.

C'est d'ailleurs ce risque qui, à l'origine, a très certainement poussé le législateur à écarter cette publication.

Or, l'article 3 alinéa 3 dispose que : « *Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret* »

Depuis la présidentielle de 2002, cette présentation est devenue un enjeu et un problème politique qui a nécessité l'intervention de nombreux acteurs publics afin d'éviter des injustices et des atteintes graves aux principes d'égalité et de juste représentation des courants d'opinion.

Des pressions ont été exercées d'une manière totalement antidémocratique. Elles peuvent d'ailleurs s'apparenter à un véritable chantage au sens de l'article 312-10 du Code Pénal. (PJ n°7)

Cette publication a suscité un malaise grandissant chez les élus locaux habilités à présenter un candidat, leur signature étant souvent assimilée dans les médias à un soutien et non à ce qu'elle est : un simple acte administratif. Ceux-ci éprouvent dès lors les plus grandes difficultés à expliquer à leurs administrés qu'une éventuelle décision de présenter un candidat ne constitue pas une adhésion partisane, mais une caution démocratique destinée à permettre la participation de tous les grands courants d'opinion à la consultation démocratique telle qu'exprimée à l'article 4 dernier alinéa de la constitution de 1958 : « La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation »

C'est en raison des problèmes ci-dessus exposé qu'on pouvait lire dans la feuille de route du Président de la République adressée au Premier Ministre en novembre 2007 la demande suivante : *« que le processus de désignation des candidats à l'élection présidentielle garantisse que tous les courants significatifs d'opinion peuvent avoir un candidat »*. Sur ce dernier point il ajoutait *« plusieurs solutions sont possibles, dont celles proposées par le comité Balladur, que je vous demande d'expertiser. »*

Plusieurs propositions de loi ont été présentées par divers parlementaires de droite et de gauche pour modifier ce texte. (PJ n°5)

L'une des preuves indiscutables de ce détournement de l'objet de ces présentations est matérialisée par les propos récents du secrétaire général de l'UMP, qui a exhorté les élus du parti majoritaire à ne donner leur parrainage pour l'élection présidentielle de 2012 à aucun autre candidat que celui de l'UMP. (PJ n°6)

Le fait de lier la présentation d'un candidat à une adhésion partisane n'est-il pas contraire à l'esprit même de la Loi de 1962 qui vise à écarter les candidatures fantaisistes et non à exercer un choix en fonction de l'appartenance politique à un parti ?

**b – Depuis 1976, la carte administrative de la république française et les rapports entre collectivités a été bouleversée et l'introduction du quinquennat a renforcé le rôle des partis politiques.**

Depuis 1982, le processus de décentralisation et l'obligation de plus en plus pressante d'appartenir à diverses structures intercommunales ont aggravé la dépendance des petites communes, et par voie de conséquence les pressions et obligations qui s'exercent sur elles.

Les lois n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, n° 92-125 relative à l'administration territoriale de la République (dite "loi ATR" ou "loi Joxe"), n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (dite « loi Chevènement ») et n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, en plaçant de fait les maires sous la dépendance d'exécutifs locaux de collectivités de plus grande taille et des pressions induites ont modifié substantiellement les circonstances dans lesquelles se déroule l'élection présidentielle depuis 1976.

Enfin, l'introduction du quinquennat en modifiant les rapports entre les pouvoirs et en raccourcissant le temps présidentiel, a considérablement renforcé le rôle des partis politiques.

Dès lors, il paraît évident que le contexte de 1976 et les nécessités de la transparence invoquée à cette période, n'ont plus de raison d'être.

## **II - La « publication » est aux certains principes démocratiques énoncés par des conventions internationales.**

Le droit offert aux électeurs de voter pour le candidat de leur choix et celui, pour un candidat, d'être élu au suffrage universel égal et secret constituent deux libertés fondamentales, non seulement au regard de notre droit constitutionnel mais aussi au regard du droit international.

La loi du 25 juin 1980 n°80460 parue au JO du 26 juin 1980 et relative au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) adopté à New York le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 2200 A (XXI) a fixé la liste des droits et libertés particulièrement protégés, et notamment « le droit de voter et d'être élu au suffrage universel et égal » (article 25, alinéa b).

Par les développements exposés au I-a, il ne fait plus aucun doute que la publication ne relève plus de l'acte administratif mais s'apparente à une forme de soutien partisan qui de ce seul fait devrait obliger de revêtir le caractère égal et secret.

Conformément à la constitution de 1958 et à son article 55, « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie. »

### **PAR CES MOTIFS :**

La requérante demande qu'il plaise à votre Haute Juridiction :

1 - d'annuler la décision de refus de Monsieur Le Premier Ministre